

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 8-9

Artikel: Algérie : un bout de chiffon qui ne sauve pas

Autor: Mantilleri, Brigitte

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280740>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Algérie

Un bout de chiffon qui ne sauve pas

La résistance des femmes algériennes a besoin d'une solidarité internationale. Rencontre avec Malika, de passage à Genève.

«Je craque, je ne peux plus répondre à la demande des étudiants, je reçois plus de garçons que de filles», expliquait une psychiatre algérienne spécialisée dans l'impact de la violence sur les traumatismes, à Malika, une enseignante de passage à Genève.

Et cet impact, Malika le connaît, elle qui est menacée par les islamistes mais qui est allée pleurer la mort d'un jeune du FIS, le fils d'une ancienne voisine. «C'est ce qui est terrible, l'ennemi c'est le voisin, l'épicier d'en face, l'ancien élève qui revient armé. Ce qui est terrible, ce sont toutes ces mères qui ont un fils au maquis, un autre en prison. Elles y vont, elles se passent les nouvelles, partagent la douleur. Il y a beaucoup de souffrances chez les gens du peuple qui n'admettent plus d'être manipulés par les groupes armés ou par l'armée. Dans un bidonville, un quartier a été entièrement rasé la veille de la fête du mouton. Les habitants ont eu 10 minutes pour partir.» Y laissant des mois d'économies, des quantités de gâteaux destinés à fêter dignement le mouton.

Pour elle, ce qui se jouait au niveau symbolique dans les rapports sociaux hérités puis qui s'est traduit par des lois, comme le fameux Code de la Famille de 1984 qui infantilise la femme juridiquement parlant, se joue maintenant sur le terrain de la vie et de la mort.

«On a d'abord cru que la femme visée était la femme qui résistait à l'enfermement. Mais la première jeune fille assassinée à l'arrêt de bus portait le hijab. Ensuite on a cru que c'étaient les travailleuses, pour enfin découvrir de nombreuses femmes rurales assassinées. Il semble que ce soit l'être femme qui doit être tué. D'une part parce que les femmes sont une cible facile, sans défense, d'autre part pour la question de la preuve. Il semble que tuer une femme ou un policier soit une manière de prouver sa fidélité au projet islamiste.» Elle dit cela et, dans le même temps, avoue que depuis que les têtes politiques du FIS sont tombées, les groupes semblent être des hordes, malgré les tentatives de centralisation. A cause de

cette situation, tout va très vite - on avance aujourd'hui des hypothèses qui seront peut être démenties demain.

Quant au mouvement des femmes, s'il ne peut pas occuper les espaces publics cela ne signifie pas que les femmes ne bougent pas. Elles résistent, une fois de plus, comme en 1957, et comme en 1981, lors-

l'école sans foulard sur la tête et qui risque sa vie pour cela ? «Qu'elle se couvre donc, entend-on, est-ce si grave un bout de chiffon sur la tête ?» Il faut croire que pour un très grand nombre d'Algériennes, oui. D'abord parce que c'est admettre que ces jeunes hommes qui font la loi sont les plus forts, ensuite parce qu'elles ne sont pas dupes: à celles qui se sont couvert la tête on a aussi ordonné de ne plus travailler, faire du sport, conduire ou sortir; elles aussi sont enlevées, violées, torturées et assassinées. Le bout de chiffon ne sauve ni la vie, ni la liberté d'être et de penser...»*

Et puis le Rassemblement algérien des femmes démocrates (RAFD) s'est constitué en 1993. Il intervient publiquement pour exprimer son refus du projet intégriste. Il est formé de femmes venues d'autres associations mais la majorité d'entre elles sont des travailleuses qui n'avaient jamais milité jusqu'alors comme l'expliquait Zazi, le porte-parole du mouvement, lors d'une conférence donnée en Suisse. Zazi se prépare à participer à la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin au mois de septembre, «car la position gouvernementale nie la violence intégriste envers les femmes».

Enseignante et féministe, Malika s'inquiète du sort des filles frappées de plein fouet dans leur éducation. Pour échapper à la violence, les familles qui habitaient dans la montagne se sont rendues chez les parents en ville. Les filles aident et ne vont plus à l'école.

Quant à croire à une possible accalmie? «Non» s'exclame Malika en secouant la tête. Et, à son avis, les élections présidentielles annoncées ne vont en rien calmer le jeu de la violence.



«Qu'elles se couvrent! Est-ce si grave un bout de chiffon sur la tête?»

(Photo: Irving Penn, «Two Guedras», Goulmine, Maroc, 1971).

qu'elles bravent l'interdit de manifester pour exiger de participer au énième projet de Code de la Famille. En 1995, les filles se promènent tête nue, certaines ont même sorti les minijupes et les couleurs pour l'été, prenant ainsi de grands risques, je cite «Peut-on se mettre dans la peau de celle qui part le matin à son travail, faire des courses, ou emmener son enfant à

Brigitte Mantilleri

*Tiré de l'excellent Dossier d'information sur la situation en Algérie. Résistance des femmes et solidarité internationale, bilingue français/anglais et publié par le Réseau des femmes sous lois musulmanes, N° 1, mars 1995. A commander par l'intermédiaire de Femmes Suisses.